



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Desertec-ne-sert-qu-a-defendre-des>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°44 > **Desertec ne "sert qu'à défendre des monopoles établis"**

1er novembre 2009

Desertec ne "sert qu'à défendre des monopoles établis"

Hermann Scheer, député allemand est aussi président d'Eurosolar et du Comité Mondial pour les énergies renouvelables. Il s'élève contre le projet Desertec, dont l'idée est d'utiliser le soleil saharien pour approvisionner l'Europe.

Un consortium de multinationales ont annoncé le lancement de la "Desertec Industrial Initiative". Leur objectif est de construire un réseau de centrales solaires dans les pays sahariens qui pourrait couvrir 15 % de la consommation européenne d'électricité. Le projet suppose la construction de lignes à haute tension passant sous la Méditerranée et coûterait 400 milliards d'euros. Les premières études de faisabilité doivent être prêtes dans trois ans. Les premières livraisons d'électricité auraient lieu à partir de 2025. Ce projet est vivement contesté par Hermann Scheer, député allemand mais aussi président du Comité Mondial pour les énergies renouvelables et d'Eurosolar, lobby européen des entreprises du solaire.

L'Europe importe du gaz de Russie et bientôt d'Azerbaïdjan. Pourquoi condamnez-vous le projet Desertec ?

Hermann Scheer : L'Europe n'a pas de ressources gazières suffisantes. Nous sommes donc obligés d'importer. Ce n'est pas le cas avec le solaire et les énergies renouvelables. Nous commençons à peine à développer notre production. Alors pourquoi aller investir au Sahara ?

Vous accusez les douze multinationales du projet Désertec de vouloir défendre leur monopole ? Qu'entendez-vous par là ?

Hermann Scheer : Actuellement, la production de l'énergie fonctionne selon un modèle économique centralisé et dominé par quelques gros acteurs. A l'opposé, la production d'énergies renouvelables suppose un système décentralisé avec de nombreux acteurs de toutes tailles. Les poids lourds de l'énergie mais aussi les banques luttent contre cette diversité qui constitue une concurrence et leur semble peu pratique à gérer. On retrouve cela dans le secteur de la microfinance. Les microcrédits ont prouvé leur efficacité dans le

développement, au sud comme au nord. Mais jamais la banque mondiale n'a offert de microcrédits. Il a fallu que ce soit la Grameen Bank du Dr. Yunus qui développe ce système. Pour cela, il a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la Paix.

Le modèle Désertec n'est donc pas un modèle d'avenir ?

Hermann Scheer : Absolument pas. En revanche, il est essentiel que les pays d'Afrique du nord développent la production d'énergies renouvelables pour couvrir leurs propres besoins. Nous devons les y aider. Prenez l'exemple du Maroc qui importe 96 % de ses besoins en hydrocarbures et doit pour cela mobiliser 40 % de ses rentrées de devises. Si le Maroc, qui dispose de tout le vent et le soleil nécessaires, se libérait de ce poids, il gagnerait une formidable marge de manœuvre pour son développement.

Vous attirez également l'attention sur les coûts et les risques politiques liés à Desertec...

Hermann Scheer : Le consortium évoque un investissement global de l'ordre de 400 milliards d'euros. J'affirme que c'est complètement sous-évalué. Le nombre d'acteurs et de pays qui devraient intervenir dans ce projet laisse pressentir d'énormes problèmes politiques qui vont coûter cher, en temps et en argent. Desertec prévoit par exemple la construction de lignes à hautes tensions qui remonteront de la Méditerranée vers le nord de l'Europe. Je me demande quelles populations vont applaudir sans réagir en voyant ces lignes passer chez elles. Quand on sait le temps et l'énergie que peut prendre la construction de quelques kilomètres de ligne à haute tension, on imagine ce que cela sera une fois que les autres pays entreront dans la danse. Et ceci, sans parler des risques de chantage diplomatique.

Après les législatives de septembre, l'Allemagne pourrait être gouvernée par une coalition conservatrice-libérale. Va-t-on assister au retour du nucléaire en Allemagne ?

Hermann Scheer : Je ne sais pas. Mais les conservateurs, et surtout les libéraux, ont toujours demandé que la clause d'arrêt de la construction de centrales nucléaires soit annulée et que les subventions publiques aux énergies renouvelables soient diminuées voir supprimées. Pour eux, Désertec peut servir d'alibi écologique pour imposer leurs vues.

Source : L'Expansion - 15 juillet 2009 -
Propos recueillis par Thomas Schnee, à Berlin